

vieilles crises de subsistances, dues à de mauvaises récoltes et à la spéculation, bref à la cherté des aliments de base, apparaissaient à nouveau comme aux siècles précédents, notamment vers 1661—62 et à partir de 1693 jusqu'en 1710. Ces types de crises ne s'atténueront très sensiblement qu'au XVIII^e siècle.

Il résultait de ces structures complexes que la population française, dont la tendance naturelle était de monter doucement, subissait tous les 10 ou 15 ans des coups de frein parfois brutaux, que suivaient assez régulièrement des accélérations compensatoires, ou à peu près. Mais ce qui comptait beaucoup plus que ses structures, c'était son niveau, et aussi sa richesse.

Sur le nombre des habitants de la France au temps de Louis XIV et de Vauban, historiens et démographes se sont beaucoup querellés, et cela d'autant qu'aucun recensement, aucun dénombrement, aucun document sérieux ne permet de soutenir une opinion solide, sinon les tableaux de chiffres justement compilés par Vauban dans la fin de sa vie : une partie a été publiée dans la *Dixme Royale*, l'autre dort dans la paix d'archives privées inaccessibles. Vauban donne un peu plus de 19 millions d'habitants (et non pas 18 comme certains historiens ont cru lire) ; ses données ont été maintes fois critiquées ; il est probable qu'elles sont au-dessous de la réalité ; certains démographes ont récemment proposé, sans la moindre preuve, une évaluation beaucoup plus forte, dépassant 22 millions. En nous tenant à la vingtaine de millions, estimation raisonnable étayée par une critique élémentaire des données de Vauban, nous mettons tout de même en relief un phénomène fondamental, qui demeurera valable jusqu'à la Révolution incluse : la France était dix fois plus peuplée que la Hollande, trois fois plus que l'Angleterre et l'Espagne, beaucoup plus évidemment que n'importe quel Etat allemand, Bavière, Saxe ou Brandebourg. Beaucoup plus de soldats possibles (mais ceci ne vaudra que beaucoup plus tard), beaucoup plus de bras pour produire et de mains pour payer l'impôt. Une des raisons de la puissance française sous Louis XIV réside en ce point. Encore fallait-il que cette forte population soutenue ou soit soutenue par une forte économie, encadrée, dirigée et en quelque sorte exploitée par une administration efficace, notamment au point de vue financier. C'est ce qui nous reste à voir.

On a apparemment beaucoup travaillé sur les structures économiques de la France de Louis XIV. En fait, on dispose essentiellement de monographies régionales extrêmement précieuses, mais encore incomplètes, et d'ouvrages trop généraux, ou bien exclusivement statistiques, et dans ce cas particulièrement fragiles. Si l'on veut bien aller à l'essentiel, ce qui m'est demandé, on se contentera de présenter un certain nombre de paradoxes, mais de paradoxes apparents.

Le premier, c'est le fait que ce pays formé de 80 % de ruraux soit en même temps industriel et agricole. Je veux dire évidemment que presque toutes les villes, sauf les très grandes, étaient également des zones de jardinage, de viticulture et d'élevage, donc encore agricoles, particulièrement favorisées parce qu'elles trouvaient sur place une abondante fumure et des débouchés faciles. Je veux dire surtout que les premières activités manufacturières du royaume, toilerie et draperie, avaient pour cadre presque unique, ou au moins principal, les campagnes françaises : toutes les toiles, chanvre ou lin, étaient tissées à la campagne, si elles étaient généralement blanchies et parachevées à la ville ; la majorité des étoffes de laine étaient aussi fabriquées à la campagne, même s'il existait toujours de grandes villes drapantes comme Reims, Rouen et sur-